

Programmes échanges et partenariats

Carnet de route



**Lutter ensemble contre
le mal-développement**

Inde

Valérie Fernando

Ritimo/
Centre for Education and
Documentation

Session mars 2008

Edito

Bombay, cité emblématique des disparités extrêmes de l'Inde contemporaine, mais aussi lieu de la rencontre de l'Orient et de l'Occident, a été mon port d'attache lors de ces cinq mois passés en Inde, au sein du *Centre for Education and Documentation*, dans le cadre d'un partenariat franco-indien.

Le CED, tout comme son partenaire français Ritimo, travaille à la diffusion de l'information sur les thèmes du développement et des droits de l'Homme. Il cherche aussi à créer ou soutenir les dynamiques nées de la volonté de femmes et d'hommes soucieux de construire des sociétés plus égalitaires, humaines et créatrices.

Niché tout au fond d'une cour dans le quartier résidentiel et touristique de Colaba, le CED n'en est pas moins un lieu de travail et de rencontres bien connu du monde des activistes, comme on dit ici pour parler des militants. C'est depuis cette grande pièce sombre dont les murs, métamorphosés de bas en haut en étagères, débordent de coupures de presse et d'ouvrages témoignant de l'histoire sociale, politique et économique de l'Inde de ces dernières décennies, que j'ai été plongée dans la fourmilière des associations indiennes et de leurs combats.

Du simple citoyen désireux de s'engager pour une société écologiquement responsable au petit pêcheur cherchant désespérément à sauvegarder ses moyens d'existence en passant par les intellectuels militant en faveur de la coexistence pacifique des groupes religieux, la société civile indienne regorge de mouvements, organisations et initiatives visant la transformation sociale. Ils tentent ainsi de faire contrepoids à la pensée libérale dominante, dont les pouvoirs

politiques et économiques sont les fidèles serviteurs et profiteurs, et au mal-développement dont elle est porteuse.

Ces quelques articles sont donc le reflet de réflexions, campagnes et luttes auxquelles j'ai été sensibilisée durant la première partie de ma mission de volontariat à Bombay et auxquelles j'ai pris part, à mon humble niveau, à travers ma participation aux activités du CED ou *via* mes écrits qui s'en sont fait les échos.



Dernier village de pêcheurs Koli en plein cœur de Bombay

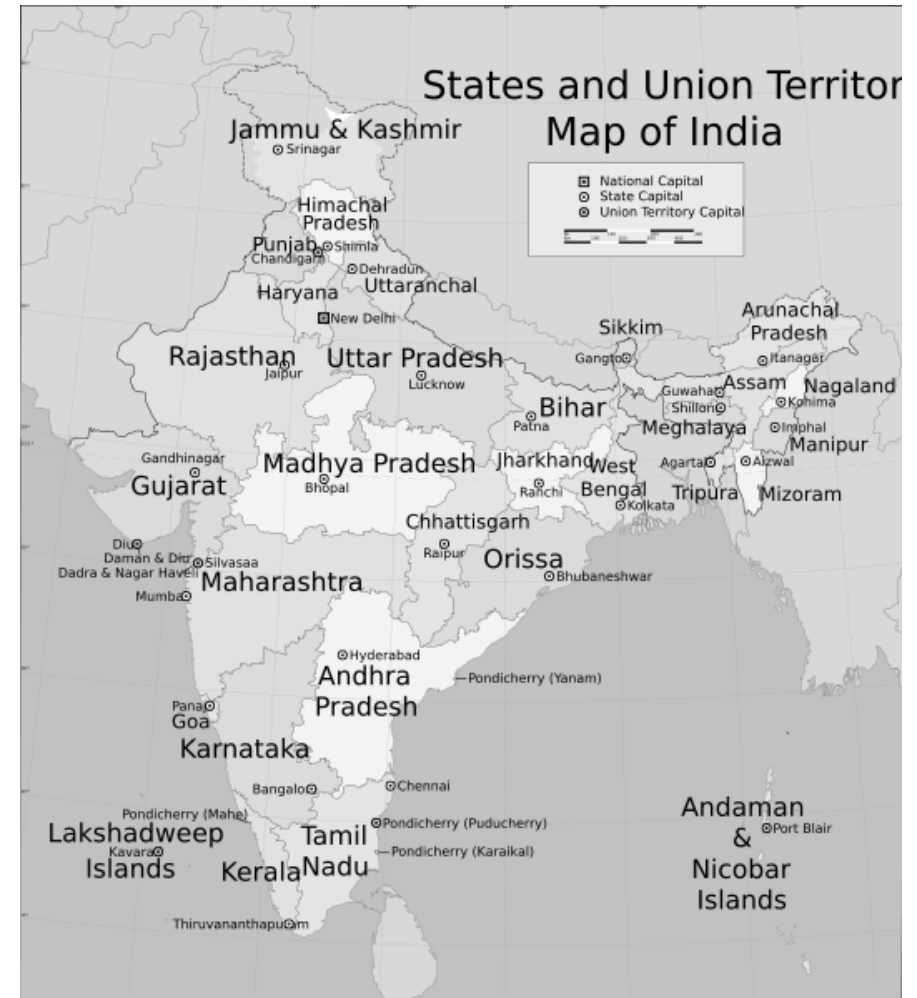
Sommaire

Articles

Edito	3
Pêcheurs indiens : en marche pour la survie	5
Des forêts himalayennes au biogaz écolo en passant par les vaches	6
Une Inde frileuse face au réchauffement climatique.....	9
Les petits pas de l'agriculture urbaine en Inde	12
L'assassinat de l'activiste social Lalit Mehta révèle les failles de l'ambitieux programme national d'emploi rural en Inde	14
Protéger le Gange...au nom de quoi ?	18

Entretiens

Rencontre avec Valérie... à la veille du départ	20
Rencontre avec Valérie... à mi-parcours.....	22



Source: http://commons.wikimedia.org/wiki/Image:India_states_and_union_territories_map.svg

Pêcheurs indiens : en marche pour la survie

19 mai 2008

Alors que le gouvernement central indien vient d'annoncer l'application, dès fin juin 2008, de la nouvelle réglementation sur la gestion des zones côtières, les petits pêcheurs s'organisent pour tenter de défendre leurs moyens de subsistance et par là-même de protéger le littoral.

Zones côtières : une législation controversée

Les côtes indiennes s'étirent sur 8.118 km et recèlent une grande diversité de milieux naturels : dunes et plages de sable, mangroves, estuaires, lagunes, récifs coralliens...autant d'écosystèmes riches d'une extraordinaire biodiversité.

Conscient de leur fragilité, le Gouvernement indien avait promulgué, en 1991, un texte législatif sur la réglementation des zones côtières (*Coastal Regulation Zone Notification*) visant à les protéger aussi bien du point de vue de l'environnement que de la préservation des activités économiques traditionnelles, principalement la pêche.

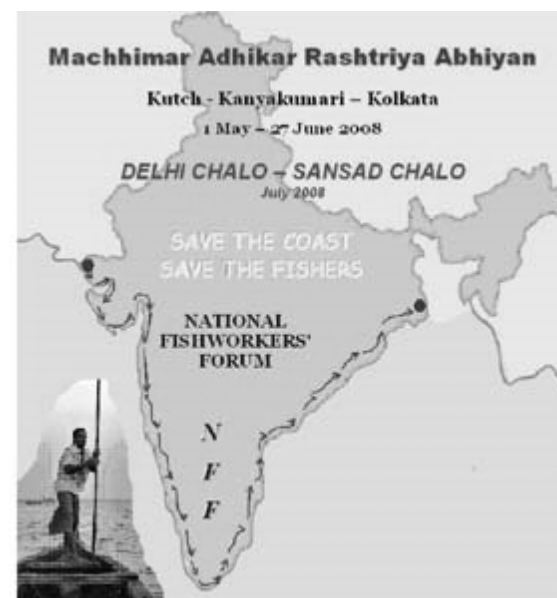
Mais, sous la pression de puissants lobbies industriels, commerciaux et touristiques, cette législation n'a guère été appliquée et il est apparu que de nouvelles mesures devaient être prises. En décembre 2004, les effets dévastateurs du tsunami n'ont fait que rendre encore plus évidente l'urgence de la situation.

Pour autant, le nouveau texte sur la gestion des zones côtières (*Coastal Zone Management Notification*), présenté en 2007, relève du plus pur cynisme. Il n'est désormais plus question de protection mais de gestion, de croissance économique et de défense nationale. Sans avoir jamais consulté les représentants des communautés de pêcheurs, le Gouvernement valide et encourage aujourd'hui tous les manquements au texte de 1991 ! Au nom d'une certaine conception du développement, l'économie traditionnelle et les écosystèmes marins de l'Inde sont sacrifiés au profit d'industries portuaires et minières polluantes, de centrales électriques, de la pêche industrielle ou de

complexes touristiques.

Marche nationale pour les droits des pêcheurs

Face à un tel scandale qui mobilise malheureusement fort peu les media et encore moins les citoyens indiens, le Forum national des pêcheurs (*National Fishworkers' Forum*, NFF) organise une grande marche de protestation afin de défendre les 3,5 millions d'Indiens vivant traditionnellement de la pêche.



Cette campagne, baptisée en hindi *Machhima Adhikar Rashtriya Abhiyan* (marche nationale pour les droits des pêcheurs), a été lancée le 1er mai 2008 depuis la côte occidentale, dans l'Etat du Gujarat. Les marcheurs atteindront Kolkata (Calcutta), située sur la côte orientale, le 27 juin prochain, après avoir longé l'ensemble du littoral indien. Puis les pêcheurs entameront une seconde marche vers la capitale New Delhi afin de remettre un mémorandum au Parlement (*Sansad*).

Rappelons qu'en Inde, le recours à la marche comme moyen d'expression et de pression politiques remonte à la célèbre et victorieuse « marche du sel »

menée en 1930 par le Mahatma Gandhi contre les colons britanniques. Plus récemment, en octobre 2007, l'impressionnante marche des sans-terre, *Janadesh*, initiée par l'organisation gandhienne *Ekta Parishad* et bénéficiant d'un soutien international, a contraint le Gouvernement central à revoir la question de la réforme agraire.

Souhaitons aux pêcheurs en lutte pour la préservation de leurs conditions de vie de rencontrer le même succès au bout de leur long et difficile chemin !



Pour en savoir plus et apporter votre soutien :

- ▶ M. Menon, S. Rodriguez, A. Sridhar, [Coastal Zone Management Notification '07. Better or bitter far ?](#), ATREE, July 2007
- ▶ Site Internet de la campagne [Machhimar Adhikar Rashtriya Abhiyan](#)

Des forêts himalayennes au biogaz écolo en passant par les vaches

23 mai 2008

Dans un contexte de déforestation massive de l'Himalaya indien et face aux difficultés croissantes d'approvisionnement en bois de chauffe, l'organisation non-gouvernementale indienne Grassroots promeut l'usage, dans les villages montagnards, d'une énergie renouvelable et propre : le biogaz.

L'Uttarakhand, une région himalayenne en danger

L'Uttarakhand est l'une des régions de l'Himalaya central indien les plus sévèrement touchées par la déforestation. Les ravages ont commencé sous l'Empire britannique lorsque des pans entiers de cette montagne jeune ont été décimés pour alimenter l'édification du gigantesque réseau de chemins de fer (traverses et wagons en bois) dont les rails ont rapidement recouvert l'immense territoire de la péninsule indienne.

Les arbres de l'Himalaya (en particulier le teck et le sal) ont également contribué à un autre prestigieux et non moins indispensable chantier : la construction de stations climatiques d'altitude (Simla, Mussoorie, Dalhousie, Nainital) destinées à améliorer le sort des malheureux colons britanniques, accablés par la chaleur estivale des plaines et désireux de fuir cet enfer indien pour enfin jouir de la fraîcheur des hauteurs, confortablement installés dans le mobilier luxueux de leurs magnifiques chalets...

L'Inde indépendante n'est cependant pas en reste, qui a poursuivi jusqu'à nos jours cette entreprise dramatique de déforestation intensive. Plusieurs facteurs se conjuguent qui, tous, conduisent à une accélération de la disparition de la couverture forestière :

- ▶ l'augmentation de la population a conduit à une extension des terres agricoles au détriment de la forêt, déjà mise à mal par la pratique traditionnelle de la culture sur brûlis ;
- ▶ malgré une législation censée protéger les forêts, l'exploitation commerciale et abusive des arbres par les compagnies forestières n'a guère connu de répit ;

- ▶ la construction de nouvelles routes dans cette région à la fois stratégique militairement, car frontalière du redouté voisin chinois, et destinée à se développer au niveau touristique (pèlerinages religieux, trekking) n'a eu de cesse d'abîmer les sols, de provoquer éboulements et glissements de terrain ;
- ▶ enfin, le bois demeure la principale source d'énergie domestique pour les habitants de cette région essentiellement rurale.

Le biogaz comme palliatif à la déforestation

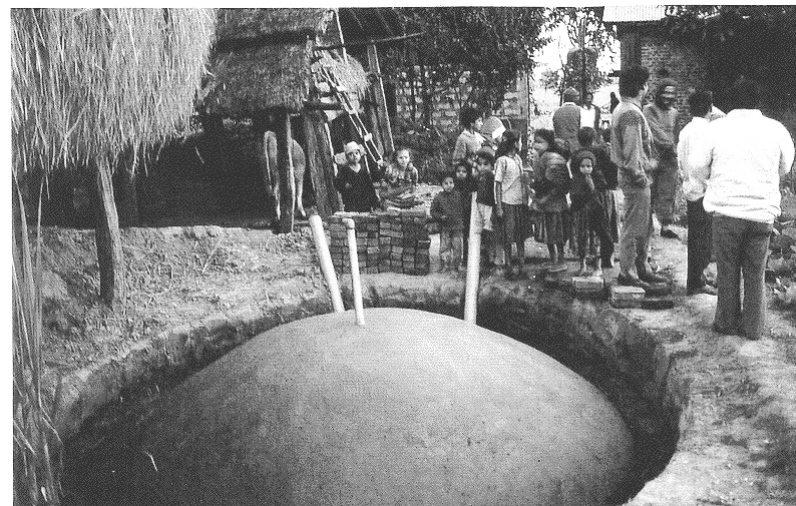
Afin d'apporter une réponse au problème de la raréfaction du bois de chauffe liée à la déforestation, l'association locale *Grassroots* a développé un programme d'installation d'unités domestiques de biogaz pour la cuisine. Le principe en est relativement simple et utilise le processus de méthanisation par fermentation anaérobie des déchets organiques agricoles.

La matière première ici utilisée est faite d'un mélange à part égale de bouse de vache et d'eau. Naturellement chauffé à l'intérieur d'une structure en forme de dôme, close et dépourvue d'oxygène, ce mélange produit un gaz composé principalement de méthane et de gaz carbonique. Amené au niveau de la cuisine par un conduit, ce biogaz peut alors être utilisé comme combustible. Le reste de la matière organique est recueillie et enrichie de feuilles mortes pour en faire un compost agricole dont les propriétés fertilisantes sont supérieures à celles de la traditionnelle bouse de vache « pure ».

La dimension des unités de biogaz peut être adaptée à la taille de la famille. Une unité d'un mètre cube, subvenant aux besoins de 4 personnes, nécessite 25 kg de fumier par jour, soit la production de 2 à 3 bovins. Une difficulté apparaît cependant pendant la période hivernale où l'efficacité diminue d'environ 25%. Il semblerait que le biogaz n'en reste pas moins l'alternative au bois de chauffe la plus convaincante actuellement.

Les installations de biogaz présentent plusieurs avantages. Elles sont accessibles financièrement à des habitants à faibles revenus. En effet, bien que la somme de départ pour leur construction soit importante pour des foyers villageois (14.000 Roupies, soit 230 Euros par unité) elles n'entraînent pas de dépenses supplémentaires une fois construites et, à condition que les propriétaires soient formés, ni leur entretien ni leur réparation ne nécessitent d'intervention extérieure. Par ailleurs, à côté des organisations non-

gouvernementales (ONG) déjà actives, le gouvernement local ou central pourrait prendre en charge l'investissement initial dans le cadre de sa politique environnementale.



Source: <http://www.rzuser.uni-heidelberg.de/~q61/wasserkraft.html>

Autre bénéfique, l'amélioration des conditions de vie, qui concerne davantage les femmes et les enfants. C'est à eux en effet qu'incombe traditionnellement la collecte du bois de chauffe dans des conditions particulièrement rudes. Il est malheureusement trop fréquent de rencontrer sur les chemins de l'Uttarakhand des femmes pliant sous le poids des fagots de bois, s'en retournant à pied dans leur village après avoir parcouru, des heures durant, les pentes escarpées des environs. Le remplacement du bois par le biogaz peut enfin les libérer de cette corvée inhumaine et physiquement exténuante. L'impact positif sur la santé est renforcé par l'absence d'émission de fumée lors de la combustion du biogaz, contrairement à celle du bois de chauffe qui entraîne des maladies respiratoires chroniques, extrêmement fréquentes chez les enfants.

Enfin, au niveau environnemental, le biogaz est une source d'énergie renouvelable qui contribue dans une certaine mesure à éviter la déforestation. De plus, dans une région subissant de plein fouet les effets du réchauffement climatique à travers la fonte accélérée des neiges et des glaciers himalayens, il

est bienvenu de promouvoir un combustible ne produisant pas de CO2 (gaz dont l'augmentation dans l'atmosphère est en partie responsable dudit réchauffement).

Le biogaz apparaît ainsi comme une solution idéale en termes aussi bien économiques, sociaux qu'écologiques et l'on peut espérer que ce procédé décentralisé d'énergie renouvelable soit appelé à se répandre, non seulement dans les régions himalayennes mais aussi dans les zones rurales des plaines.

Le développement local montagnard au cœur de l'association Grassroots

A l'origine de ce projet biogaz en Uttarakhand se trouve donc la *Pan Himalayan Grassroots Development Foundation* (Fondation pan-himalayenne pour le développement populaire). Plus connue sous l'appellation *Grassroots*, cette organisation non gouvernementale, fondée en 1992, se donne pour objectif de promouvoir des programmes de développement montagnard intégré, en vue de la réhabilitation des zones désolées de l'Himalaya indien central et occidental.

Ces projets de proximité reposent sur la conviction que les populations montagnardes ont la volonté, le droit et les capacités d'améliorer elles-mêmes leurs conditions de vie. Ils visent donc à apporter leur soutien à des organisations communautaires locales auto-suffisantes. Présents dans plus de 400 villages des Etats himalayens d'Uttarakhand et d'Himachal Pradesh, ils comprennent plusieurs champs d'activité :

- la gestion des ressources naturelles
- l'optimisation des systèmes agricoles montagnards
- l'adoption de technologies adaptées dans les secteurs de l'énergie renouvelable, de l'eau et de l'assainissement
- l'organisation de groupes d'entraide pour assurer des revenus réguliers et freiner la migration des jeunes vers les villes où les conditions de vie et de travail sont déplorables.

Une équipe de 50 « ingénieurs aux pieds nus », regroupés dans une

association créée par *Grassroots*, la guilde des artisans du Kumaon (*Kumaon Artisans Guild*) est chargée de diffuser des technologies adaptées aux contraintes du milieu himalayen auprès des foyers villageois qui en font la demande. Ainsi, dans le cadre du projet biogaz, plus de 70 artisans et maçons locaux ont été formés à la construction des installations et plus de 700 familles disposent désormais de cette technique.

Les sources de financement de *Grassroots* proviennent de fondations indiennes, du Gouvernement indien et d'ONG étrangères. Cet argent a permis de financer, entre autres, la construction des unités de biogaz. Le « programme national de biogaz », géré par le Ministère indien des énergies non-conventionnelles, n'ayant cependant pas apporté le soutien promis, *Grassroots* est actuellement à la recherche de nouvelles sources de financement à long terme.

N.B.

Les informations de cet article proviennent principalement des deux sources suivantes :

- Site internet de la [Pan Himalayan Grassroots Development Foundation](#)
 - Article de Rimli BOROAH, « [On the bio-gas trail](#) », *The Hindu Magazine*, Sunday, April 20, 2008
- ... et de ma fréquentation personnelle et passionnée des montagnes et villages de l'Uttarakhand ...

Une Inde frileuse face au réchauffement climatique

30 juillet 2008

Le 30 juin 2008, le Gouvernement indien de Manmohan Singh a rendu public son Plan National d'Action sur le Changement Climatique (India's National Action Plan on Climate Change). Salué pour la "première" qu'il représente, il suscite néanmoins de nombreuses critiques de la part des environnementalistes et scientifiques engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Les huit missions du Plan National d'Action sur le Changement Climatique

Avec sa côte s'étirant sur plus de 8.000 km et une population de plus d'un milliard d'habitants, majoritairement rurale et pauvre, l'Inde est l'un des pays les plus menacés par les effets du changement climatique, parmi lesquels la hausse du niveau des océans, l'augmentation de la température, la multiplication des catastrophes naturelles liées aux variations soudaines et fréquentes du climat, provoquant pluies irrégulières, sécheresses et inondations.

Pourtant, jusqu'à présent, l'Inde était montrée du doigt comme étant le mauvais élève qui, contrairement aux deux grands pays émergents auxquels elle est le plus souvent comparée, à savoir la Chine et le Brésil, n'avait pas reconnu l'importance des enjeux liés au changement climatique.

Prenant comme point de départ les données du 4ème rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) de 2007, le [Plan National d'Action sur le Changement Climatique](#) identifie huit domaines et objectifs prioritaires appelés "missions nationales" interministérielles :

1. Energie solaire : augmenter la part de l'énergie solaire dans la production d'énergie, tout en reconnaissant l'importance d'autres sources d'énergie non fossile telles que l'énergie nucléaire, l'énergie éolienne et les bio-carburants.

2. Efficacité énergétique : diminuer la consommation d'énergie des véhicules et dans les secteurs suivants : centrales thermoélectriques, cimenteries, aciéries, industrie chimique ; privilégier les énergies alternatives. Un système de crédit carbone utilisant les mécanismes du marché, à travers l'achat et la vente de certificats d'économie d'énergie, est envisagé pour parvenir à ce résultat.

3. Habitat durable : développer les constructions "vertes", les bâtiments résidentiels et commerciaux économes en énergie ; gérer et recycler les déchets, privilégier les transports publics ; améliorer la capacité de gestion des catastrophes *via* une approche participative.

4. Eau : gérer de manière intégrée les ressources en eau ; recycler les eaux usées ; développer les technologies permettant d'utiliser d'autres sources d'eau (désalinisation de l'eau de mer) ; récolter l'eau de pluie. stocker/conservé l'eau pour faire face aux aléas climatiques.

5. Ecosystème himalayen : préserver le fragile écosystème de l'Himalaya, ses forêts, qui freinent l'érosion des sols, et ses glaciers, qui alimentent les principales rivières pérennes du Nord de l'Inde, en s'appuyant sur les communautés locales et *Panchayats* (assemblées villageoises).

6. Green India (Inde verte) : replanter les forêts afin de passer de 23% à 33% de couverture forestière, dans un objectif de limitation de la concentration de CO2 dans l'atmosphère.

7. Agriculture durable : rendre l'agriculture résistante au changement climatique en choisissant des variétés adaptées aux conditions extrêmes (inondations, sécheresse, variations de l'humidité) utilisant le savoir traditionnel aussi bien que les biotechnologies pour parvenir à une "révolution verte durable".

8. Recherche stratégique sur le changement climatique : étudier le phénomène du changement climatique, ses défis, ses impacts socio-économiques en termes de santé, démographie, migrations, conditions de vie et les réponses possibles.

Un plan d'action ou d'inaction ?

Climate Challenge India (CCI) est un réseau d'écologistes indiens regroupant aussi bien des experts environnementaux, analystes et activistes que des membres du monde de la finance et des affaires, militant tous pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une réponse indienne aux défis du changement climatique. L'analyse de CCI est assez représentative des critiques dont a fait l'objet le plan d'action du Gouvernement indien qui reste largement en-deçà des attentes.

Tout d'abord, les organisations de la société civile, de loin les plus actives en matière d'adaptation et de lutte contre le changement climatique en Inde, regrettent de ne pas avoir été consultées par le Gouvernement. Le plan d'action n'évoque que rarement ces acteurs sociaux de terrain et ne met en place aucun mécanisme concret qui favoriserait la coopération, l'implication et la démocratisation du débat sur la politique liée au changement climatique. Contrairement à d'autres pays tels que le Brésil (cf. [article](#) de Benoît), elle reste bloquée au niveau des ministères.

Par ailleurs, le plan s'apparente plus à un catalogue de déclarations d'intention sans propositions concrètes ou rapidement applicables. Il reprend des projets ayant déjà fait l'objet de lois et plans nationaux impliquant différents organes gouvernementaux. Ainsi en est-il de la loi sur la conservation de l'énergie (*Energy Conservation Act*) qui, en pratique, est un échec, faute de moyens et de personnel pour l'appliquer dans les Etats fédérés.

De même, aucun objectif précis ni calendrier à court, moyen ou long terme ne sont proposés qui puissent convaincre quant à la réelle volonté du Gouvernement de lutter contre le changement climatique en diminuant les émissions de gaz à effet de serre (GES), au premier rang desquels le carbone, principaux responsables du réchauffement du climat.

Reprenant quelques points particuliers, le CCI considère que le plan ne met pas suffisamment l'accent sur la conservation et la préservation des forêts existantes et que les mesures de reforestation sont insuffisantes car orientées vers des espèces commerciales : « Le plan d'action ne reconnaît pas le fait que l'écosystème et la biodiversité forestiers contribuent à plus de 50 % aux revenus des 500 millions de pauvres indiens. »

Un autre point controversé est la fonte des glaciers himalayens au sujet de laquelle le Gouvernement se montre sceptique affirmant qu'il n'existe, à l'heure actuelle, aucune preuve de la fonte générale de ces glaciers ni d'un quelconque lien avec le changement climatique. Cette position lui permet en fait de poursuivre la construction, à des coûts exorbitants, de barrages hydroélectriques, dont certains scientifiques et environnementalistes prédisent que, dans quelques décennies, il n'y aura plus d'eau pour faire tourner les turbines.

Gardant le silence sur les carburants fossiles (charbon, pétrole, gaz), le plan d'action ne prévoit pas de prendre le chemin d'une économie sans carbone, même s'il confirme le renforcement du programme nucléaire civil [1].

Autant de limites et de critiques qui conduisent Malini Mehra, responsable de *Climate Challenge India*, à affirmer que « le rapport a été écrit par des bureaucrates, non par des visionnaires ».

Lutte contre le réchauffement climatique *versus* croissance économique

Il est à noter que le plan d'action sur le changement climatique a été rendu public un mois avant la participation de l'Inde, en tant qu'invité, au sommet des huit pays les plus industrialisés de la planète (G8), lequel avait à son programme les politiques liées au changement climatique. Il semblerait donc que le plan indien ait davantage été destiné à ces partenaires potentiels qu'à la population indienne, dont les conditions de vie sont pourtant le véritable enjeu.

Ce premier plan d'action est dans la continuité de la position officielle de l'Inde par rapport à la question du changement climatique depuis une dizaine d'années. Signataire du protocole de Kyoto (entré en vigueur le 16 février 2005), l'Inde, en tant que pays en développement et en vertu du principe de responsabilité partagée mais différenciée, n'est pas tenue de diminuer ses émissions de GES.

En revanche, en marge du Protocole de Kyoto, elle a signé un accord de « Partenariat sur le développement propre et le climat » avec les pays opposés à la réduction obligatoire des GES (Etats-Unis, Australie, Chine, Japon et Corée du Sud). Celui-ci vise à promouvoir la croissance économique en

développant des « technologies plus propres, avec moins d'émissions de gaz polluants, pour pouvoir continuer à utiliser les carburants fossiles, tout en gérant le problème de la pollution de l'air et des émissions de gaz à effet de serre » [2].

Dans le même esprit, lors du dernier G8 de Toyako (Japon), l'Inde a signé le « Partenariat international pour la coopération sur l'efficacité énergétique » (*International Partnership for Energy Efficiency Cooperation*) mais a refusé de s'engager sur une réduction de 50 % de ses émissions. Paradoxalement, c'est le prix Nobel de la paix indien, Rajendra Pachauri, Président du Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) qui défend le plus ardemment la position indienne : « Il faut que les pays du G8 arrêtent d'exiger que les pays émergents partagent le fardeau de la réduction des gaz à effet de serre. L'Inde est une économie en pleine expansion, comment peut-on vouloir nous imposer cet effort quand des millions de personnes vivent encore dans la pauvreté absolue ? » [3].

Il se fait là l'écho du discours officiel de l'Inde qui estime que sa priorité est la réduction de la pauvreté, laquelle passerait par la croissance économique donc par l'augmentation de la production et par conséquent des émissions de GES. Alors que 27,5 % de la population indienne vit sous le seuil de pauvreté et que 44% n'a pas accès à l'électricité, le Gouvernement indien considère qu'il est légitime pour le pays de continuer à émettre des GES tant que cela sert son « développement ».

Afin de justifier encore sa position, l'Inde a beau jeu de prendre comme référence les émissions de carbone par tête, ce qui lui donne un avantage considérable compte tenu de son milliard d'habitants. En effet, selon ce calcul, l'Inde ne produit que 1,02 tonnes de CO₂ par habitant et par an, loin derrière les Etats-Unis (20,01) ou même la Chine (3,60), la moyenne mondiale se situant à 4,25 tonnes. Ce chiffre lui permet de continuer à augmenter ses émissions tout en restant bien en-deçà des pays développés qui font pression pour qu'elle les réduise.

Pourtant, l'Inde est devenue le quatrième émetteur mondial de gaz à effet de serre et l'on prévoit que ses émissions de GES doubleront d'ici 2030 si elle conserve les mêmes modes de production. Faisant l'impasse sur cette évolution, l'Inde continue à faire porter la responsabilité du réchauffement de

la planète uniquement sur les pays développés et refuse de s'engager sur des quotas de réduction d'émission.

Vulnérabilité des plus pauvres face au changement climatique

Cette inflexibilité est d'autant plus inquiétante que la pollution, problème majeur en Inde, n'est pas prise en considération par le plan d'action. Elle concerne l'eau, contaminée par les déchets industriels et domestiques mais surtout l'atmosphère, chargée des rejets des véhicules et des émissions industrielles, avec des nuages de pollution permanents sur les grandes agglomérations, constituant un véritable défi de santé publique [4]. La pollution affecte la santé de tous les Indiens mais touche plus durement les conditions d'existence et de subsistance des plus pauvres : habitants des bidonvilles, agriculteurs, ouvriers agricoles, pêcheurs et populations tribales. En appeler à la réduction de la pauvreté pour justifier l'augmentation des émissions de GES, c'est faire fi du fait que ce sont ces mêmes pauvres qui pâtissent le plus des conséquences du réchauffement climatique et d'un modèle de croissance fortement pollueur.

En réalité, l'éradication de la pauvreté en Inde ne passe pas par une croissance économique à tous crins, mais par une répartition plus égalitaire des fruits de cette croissance. Malgré les chiffres impressionnants de l'Inde ces dernières années (9,4% de croissance en 2007), le fossé entre riches et pauvres n'a cessé de se creuser. Alors que le nombre de pauvres diminue lentement, le nombre de millionnaires indiens a explosé (123.000) tandis qu'une classe moyenne de 300 millions de personnes a émergé. Lutter contre les effets dramatiques du changement climatique en Inde et limiter la part des activités humaines dans le réchauffement de la planète, impliquerait donc de repenser en profondeur la stratégie de développement de l'Inde (entre autres pays), ce qui, actuellement, s'apparente vraisemblablement à un vœu pieux.

[1] L'Inde est actuellement en pleine négociation du *Nuclear Deal*, accord sur l'énergie nucléaire avec les Etats-Unis qui suscite l'opposition des partis communistes et du parti nationaliste hindou.

[2] Cf. l'article de Colette Thomas, « [Contourner Kyoto](#) », RFI, 12/01/2006

[3] Cf. l'article de Thomas Pekish, « [Pourquoi l'Inde refuse les décisions du G8 sur le climat](#) », Rue89, 09/07/2008

[4] Cf. les études menées à ce sujet par le [Centre for Science and Environment](#).

Les petits pas de l'agriculture urbaine en Inde

26 août 2008

Le 8 août dernier le [Centre for Education and Documentation](#) (CED, Centre pour l'Education et la Documentation), partenaire de Ritimo dans le programme d'Echanges et Partenariats, organisait une rencontre sur le thème de l'agriculture urbaine (urban agriculture ou city farming). Une occasion de faire le point sur une pratique encore peu répandue en Inde.

Le modèle cubain, ou la « révolution organique »

Le point de départ de cette rencontre était la parution d'un ouvrage de l'auteur indien Bharat MANSATA intitulé [Organic Revolution!](#) rendant compte de l'expérience cubaine d'agriculture urbaine. Suite au blocus des Etats-Unis et à l'effondrement du bloc soviétique, Cuba s'est trouvée dans l'incapacité d'importer le pétrole et les technologies, machines agricoles et intrants chimiques nécessaires à la production agricole de type industriel qu'elle avait développée, avec l'appui notamment de l'URSS dont elle importait également une bonne partie de ses produits alimentaires.

Faisant face à une situation alimentaire dramatique au début des années 90, l'île de Cuba a été contrainte de rapidement développer dans ses villes une agriculture organique, sans pesticides ni engrais chimiques. Cette méthode s'est révélée particulièrement efficace au point de vue de la sécurité alimentaire puisqu'en 2006 la ville de La Havane comptait 300.000 jardinets et produisait 3 millions de tonnes de produits alimentaires. Elle a également eu des répercussions positives sur la santé des Cubains qui ont diversifié leur alimentation, réduit leur consommation de viande et augmenté celle de fruits et légumes. Selon B. Mansata, l'agriculture urbaine a par ailleurs favorisé la solidarité communautaire, le partage de la production entre les plus aisés et les plus pauvres et la revitalisation des liens intergénérationnels.

Cette expérience impulsée par l'Etat cubain est donc sans précédent dans le monde. Même si elle est le fruit de la contrainte plus que d'un engagement en faveur d'une agriculture écologique, cette aventure réussie pourrait devenir un modèle pour les pays qui souhaiteraient lutter contre la pollution, la

destruction de l'environnement et améliorer la qualité des produits et des habitudes alimentaires de leur population.

Après la Révolution verte indienne, place à l'agriculture organique urbaine ?

En Inde, la Révolution verte lancée en 1966 a permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire dans les denrées de base dès les années soixante-dix. Elle s'est fondée sur la monoculture et l'adoption de variétés de blé et de riz à haut rendement, l'irrigation intensive et l'utilisation massive de pesticides, insecticides et fertilisants NPK (azote, phosphore, potassium).

Bien qu'elle ait eu le succès escompté eu égard aux objectifs de sécurité alimentaire, ses effets secondaires remettent aujourd'hui en question de telles méthodes de production sur le long terme. En effet, parallèlement à la perte de la biodiversité et la destruction des écosystèmes locaux, l'appauvrissement voire la stérilisation des sols, la contamination de la terre et des eaux souterraines par les intrants chimiques et la baisse du niveau des nappes phréatiques contribuent désormais à un déclin progressif de la productivité tandis que les coûts de production ne cessent d'augmenter car les sols n'étant naturellement plus capables de nourrir les plantes il faut ajouter toujours plus de fertilisants chimiques... A cela s'ajoutent l'augmentation du prix des carburants et la récente crise dans l'approvisionnement en pesticides.

Tous ces facteurs ont créé une pression sur les produits alimentaires dont les prix se sont envolés, particulièrement dans les zones urbaines. Dans ce contexte, l'agriculture urbaine apparaît comme une réponse non seulement à la flambée des prix mais aussi à la pollution et au réchauffement climatique qui affectent particulièrement les villes indiennes, en diminuant les émissions de CO2 à travers des méthodes de culture organiques et en rapprochant le lieu de production du lieu de consommation.

Cultures « en terrasse » au cœur des villes indiennes

Le Dr Ramesh T. Doshi, au centre du film documentaire *City Farming* réalisé par le CED et projeté lors de cette rencontre, est un symbole de cette évolution. Aujourd'hui décédé, il fut lui-même l'un des initiateurs de la Révolution verte et a passé l'ensemble de sa carrière dans l'agro-industrie à

développer et encourager l'usage des fertilisants NPK. Pourtant, arrivé à l'âge de la retraite, le Dr Doshi, riche résident de Bandra, un quartier huppé de Bombay, est devenu un militant infatigable de l'agriculture organique qu'il voyait avant tout comme une méthode efficace de gestion des déchets organiques urbains utilisés comme compost pour ses cultures. Il a ainsi créé un véritable potager sur sa terrasse de près de 400 m² où il récoltait 5 kg de fruits, légumes, céréales et légumineuses par jour, 300 jours par an. Lors de la session organisée par le CED deux femmes ont également partagé leur expérience d'agriculture organique urbaine en Inde.



Preeti Patil est responsable de l'unité de restauration du *Mumbai Port Trust* (MPT) qui sert chaque jour les repas à plus de 2000 employés travaillant au port de Bombay. Désireuse de trouver une solution satisfaisante pour la gestion de l'énorme masse de déchets produits par la cantine, et s'inspirant des techniques de R.T Doshi, elle a décidé en 2003 d'utiliser ces déchets organiques pour en faire du compost naturel destiné à la culture de fruits et légumes sur la terrasse de 900 m² du MPT. Elle a commencé avec deux plants de chickoo (fruit du sapotier) et deux de goyaves. Après avoir surmonté quelques difficultés techniques, P. Patil et ses employés ont fait de la terrasse un véritable jardin d'Eden qui produit 116 différentes variétés de fruits, légumes et plantes ornementales : noix de coco, ananas, tomates, concombres, pommes cannelle, gingembre, papayes, bananes, mangues, cerises, amla, goyaves, menthe, fraise, tamarin sont autant d'aliments que ces agriculteurs

urbains rapportent chez eux après leur journée de travail passée dans les cuisines et sur la terrasse.

Preeti Patil insiste également sur les retombées psychologiques positives de cette activité : effet apaisant pour des citoyens souffrant généralement de stress mais aussi valorisation de l'individu qui retire un plaisir et une satisfaction personnelle à observer la pousse des plantes, beaux et vivants fruits de son travail.

De son côté, dans la ville de Pune, Snehalata Srikhande a, dès les années 80, constitué le *Kachra Manthan*, avec le même souci de recycler les ordures. S'inspirant des revendeurs de plastique fouillant dans les poubelles pour en retirer le matériau qui sera réintégré dans un nouveau cycle de production, ce groupe de femmes a commencé à trier les déchets, remettant aux chiffonniers les déchets inorganiques afin de leur faciliter la tâche, et transformant les déchets organiques en compost afin de produire de nouveaux aliments. Pour S. Srikhande, l'agriculture organique urbaine permet ainsi à la fois de participer à la gestion des déchets et de produire l'essentiel des aliments consommés par un foyer.

Enfin chacun s'est accordé à voir dans l'agriculture organique urbaine une manière de recréer un lien avec la nature et ses mystères, de ne plus être un consommateur passif et tout à fait ignorant.

Une sensibilité écologique à développer

L'une des questions brièvement débattues à la fin de cette session fut : qu'est-ce qui nous arrête ? (*What's stopping us ?*), pourquoi ne développe-t-on pas davantage cette technique dans les villes indiennes ? Parmi les ébauches de réponses proposées figurent :

- l'absence consternante de conscience environnementale chez la majorité des Indiens [1]
- l'absence similaire de volonté politique pour encourager la gestion et le tri des déchets

- ▶ la course à la consommation et à l'augmentation du niveau de vie dans les villes, au détriment de l'amélioration de la qualité de vie
- ▶ l'absence de sensibilisation des architectes à cette activité qui pourrait être facilitée par une organisation de l'espace plus appropriée à ce type de cultures.

Notons pour terminer que le CED a organisé cette rencontre au nom du forum de discussion entre scientifiques et acteurs de la société civile intitulé [Knowledge in Civil Society](#) (KICS, le savoir/la connaissance dans la société civile) qui partage les principes du prochain forum social mondial "Science et Démocratie", sans toutefois s'y référer.

[1] Ainsi, chaque jour, des centaines de passagers des trains de la Western Railways de Bombay attendent que leur wagon passe au-dessus de la rivière Mithi pour lancer dans ce cours d'eau, transformé au fil du temps en véritable égout à ciel ouvert, les sacs en plastique ou papiers journaux qui contenaient leur en-cas...

L'assassinat de l'activiste social Lalit Mehta révèle les failles de l'ambitieux programme national d'emploi rural en Inde

24 juin 2008

Le 14 mai dernier, l'activiste indien Lalit Kumar Mehta était assassiné. Il menait une évaluation sociale du programme national de garantie de l'emploi rural dans le district tribal de Palamu, au Jharkhand. Cette violente disparition a suscité, en Inde et à l'étranger, une vague d'émoi et d'indignation. Suite au très controversé rapport de la police locale, de nombreuses personnalités et activistes exigent désormais une enquête nationale, non seulement sur l'assassinat lui-même mais également sur la corruption qui gangrène l'Etat du Jharkhand, pèse sur son développement et aboutit régulièrement à des actes criminels dont L. Mehta pourrait être la dernière victime en date.

Au Jharkhand, le district de Palamu est représentatif de la situation des zones tribales en Inde

Le Jharkhand est l'un des trois nouveaux Etats fédérés indiens à avoir été créé en novembre 2000 (avec l'Uttarakhand et le Chhattisgarh), afin de répondre aux besoins spécifiques de cette région qui se distingue de son ancien Etat d'appartenance, le Bihar, par une histoire, une culture et un environnement propres. Entre autres caractéristiques figure la présence d'une forte population tribale vivant dans les denses forêts de la région (le terme Jharkhand signifiant la « région des forêts ») et sur des terres extrêmement riches en ressources naturelles.

Comme dans nombre de zones tribales, la population du district de Palamu compte parmi les plus pauvres et défavorisées, en termes socio-économiques, de l'Inde. Les habitants souffrent régulièrement de conditions climatiques difficiles (sécheresse) et par conséquent de la faim. Pourtant, d'après Mihir Shah [1], ces problèmes pourraient être assez aisément dépassés par une politique de développement centrée sur la population locale et soucieuse de

l'environnement, d'autant que la région bénéficie de la présence de matières premières diverses et de grande valeur.

Cette richesse naturelle est sans doute en partie à l'origine de la situation catastrophique des populations tribales. En effet, alors que les forêts constituent l'habitat traditionnel des tribaux où ils puisent leurs moyens d'existence et de subsistance (petit commerce de produits naturels), elles sont également fortement convoitées par les grands industriels désireux de tirer les bénéfices financiers des matières premières telles que bois, charbon, minerai de fer et bauxite.

Ainsi, une [étude](#) des ONG *ActionAid India*, Laya et du centre de recherche *Indian Social Institute* nous apprend que sur les 1,4 millions de personnes déplacées en Inde ces dix dernières années, 79% appartiennent aux tribus (*adivasi*) lesquelles ne représentent que 8,2 % de la population totale indienne. Ces déplacements, indispensables au développement et à la croissance économique de l'Inde, *dixit* le Gouvernement, ont lieu essentiellement dans les Etats d'Andhra Pradesh, du Chhattisgarh, de l'Orissa et du Jharkhand. Ils permettent de laisser le champ libre à l'exploitation des rivières (grands barrages pour l'irrigation, complexes hydro-électriques), forêts et mines (charbon, fer, aciéries) à une échelle industrielle.

A titre d'exemple, le grand industriel Lakshmi Mittal (Arcelor-Mittal) prévoit actuellement de monter une aciérie au Jharkhand et en Orissa [2]. Ce projet est censé générer, de manière directe et indirecte, plusieurs millions d'emplois. Mais il implique d'abord de déloger des milliers de tribaux de leurs terres et forêts.

Par ailleurs, le pouvoir d'acquérir des terres pour l'exploitation minière appartient à l'Etat fédéré qui peut les céder à des compagnies indiennes et étrangères en charge de les exploiter. Ce système a donc inévitablement entraîné de nombreuses dérives qui ont permis à de nombreux politiciens locaux de s'enrichir ou de financer leur parti.

Dans tous les cas, les retombées financières positives vont aux magnats de l'industrie et aux politiciens tandis que les populations tribales, privées de leurs terres ancestrales, luttent vainement pour obtenir les compensations promises et faire l'objet de politiques de réhabilitation dignes de ce nom.

Pendant ce temps, les terres et ressources naturelles qu'ils ont contribuées à préserver pendant des siècles et qui constituaient leur environnement

privilegié sont systématiquement exploitées, conduisant à une destruction progressive de l'environnement et à une augmentation des risques de catastrophe « naturelle » (incendies dans des mines de charbon abandonnées, éboulements, érosion des sols) [3].

Pour tenter de faire face à cette situation, les populations tribales cherchent à protéger leurs droits, notamment avec l'aide d'organisations non gouvernementales. Ainsi, l'association *Vikas Sahyog Kendra* (Centre collectif pour le développement), à laquelle appartenait Lalit Mehta, travaille dans le district de Palamu depuis 15 ans pour défendre les droits de la population locale (tribu des Santhal) au travail et à l'accès aux ressources naturelles, et pour promouvoir des moyens de subsistance durables.

Mais Palamu a aussi pendant longtemps été le fief de la violente lutte armée maoïste des Naxalites, toujours active dans la région, qui mobilise les populations rurales contre le pouvoir en place par ce simple constat et cet engagement : « Les projets de développement prennent nos terres et usurent nos droits traditionnels. Nous ne les laisserons pas continuer ».

La *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA) : au service d'un développement rural équilibré

Face à la pauvreté frappant durement les campagnes indiennes et face au nombre croissant de suicides d'agriculteurs surendettés ne parvenant plus à subvenir aux besoins de leur famille, le Gouvernement central a fait passer une loi visant à la fois à assurer aux foyers ruraux les plus pauvres un minimum de revenus et à améliorer les infrastructures locales : la *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA, loi nationale sur la garantie de l'emploi rural), promulguée le 25 août 2005.

Cette loi garantit 100 jours de travail par an à un adulte par foyer rural acceptant un emploi manuel non-qualifié, payé au salaire minimum. Le Gouvernement central prend en charge le paiement des salaires, $\frac{3}{4}$ des frais matériels et une certaine partie des frais administratifs, ainsi que l'indemnisation chômage. L'inscription et l'attribution des emplois sont gérés par les *Gram panchayat* (institutions démocratiques villageoises) et/ou par le *Programme Officer*. Pour l'année 2006-2007, le budget de ce programme a atteint 1,8 million d'Euros (113 milliards de Roupies).

D'après Mihir Shah, cette loi peut être le levier d'une véritable politique de développement. Depuis l'Indépendance de l'Inde en 1947 jusqu'à aujourd'hui, les gros entrepreneurs ont dominé le champ du développement rural en exploitant de manière intensive les pauvres ruraux, et en particulier les femmes. La NREGA a le potentiel de remettre en question ce système et d'être un facteur de changement et d'amélioration des conditions de vie et de travail, notamment à travers l'octroi d'un salaire minimum, de droits accordés aux travailleurs et de l'obligation d'utiliser la main d'oeuvre plutôt que les machines.



Par ailleurs, les projets dans lesquels les petits paysans sont censés travailler doivent permettre d'améliorer les infrastructures locales : construction de digues, ponts, puits, routes, bassins, écoles dans une stratégie de gestion de l'eau et des ressources naturelles qui soit durable et profitable aux habitants. Sur la base de la sécurité de l'accès à l'eau, un projet de développement villageois durable peut être construit avec une agriculture et des activités économiques rurales conjointes, y compris la petite industrie. Mais pour qu'un tel programme réussisse il faut développer les compétences locales avec l'appui de structures de soutien professionnel. Dans cette perspective, une collaboration entre les institutions gouvernementales et la

société civile peut être envisagée. C'est ainsi que le Consortium national des Organisations de la Société civile a été créé en 2007. Il regroupe des organisations travaillant dans 34 districts de 8 Etats de l'Inde pour aider les *Gram Panchayat* à mettre en oeuvre la NREGA. Il s'agit de diffuser l'information auprès de la population sur leurs droits et sur la loi NREG, d'organiser le dialogue avec le chef du *Gram Panchayat* et d'assurer la participation de la population rurale au fonctionnement du programme.

Au Jharkhand, la mise en oeuvre de la NREGA passe par la lutte contre la corruption

En raison de différents politiques concernant les quotas à attribuer aux tribus, aucun *Gram Panchayat* n'a encore été élu depuis la création de l'Etat, ce qui représente un handicap majeur pour la mise en oeuvre du programme de garantie de l'emploi rural au Jharkhand. D'autant plus que les gros entrepreneurs, avec la complicité du pouvoir politique local, parviennent à contourner la loi pour atteindre leur objectif de maximisation des profits industriels et commerciaux. Les mesures prévues ne sont pas appliquées et les anciennes pratiques persistent : les salaires restent en-dessous du minimum garanti, le travail des femmes n'est pas reconnu, la préférence est donnée aux machines sur les hommes.

Face aux risques avérés de dérives et afin de contrôler l'application du programme dans tout le pays, le *Central Employment Guarantee Council* (Conseil central de garantie de l'emploi) a été mis en place. Il envoie des équipes d'une centaine de personnes par district (travailleurs sociaux, habitants) pour enquêter, vérifier les registres et interroger les habitants et employeurs.

Lalit Mehta faisait partie d'une de ces équipes chargée d'un audit social dans le district de Palamu visant à faire le point sur les dépenses de l'Etat. Vingt jours après son meurtre, des milliers de villageois ont organisé une grande marche et une conférence publique pour confirmer les conclusions de son équipe, à savoir des irrégularités généralisées dans l'application du programme : aucun villageois n'a bénéficié de la totalité des 100 jours de travail dus, aucun n'a été payé et tous sont sous l'emprise d'intermédiaires qui s'approprient les fonds publics [4].

Dans son rapport sur l'assassinat de Mehta, la Police de Palamu nie tout lien avec l'audit. Une centaine de personnalités et d'activistes ont donc décidé de poursuivre le combat en signant une pétition [5]. Ils considèrent en effet que le rapport de police n'apporte aucune preuve et montre surtout qu'aucune enquête n'a été menée sérieusement (la date même du meurtre qui y est indiquée est erronée !). Il ne fait que renforcer le soupçon de corruption et de violence qui entoure le programme de garantie de l'emploi rural dans cette région.

En conséquence, les pétitionnaires demandent que l'Etat du Jharkhand et l'État central rejettent ce rapport et qu'ils ordonnent une enquête nationale du CBI (*Central Board of Investigation*) sur l'assassinat de Mehta et sur la corruption du programme de NREG dans le district.

Ambiguïtés de la stratégie de développement du Gouvernement indien

Il semblerait donc que des activistes tels que Lalit menacent la longue chaîne des bénéficiaires des sommes détournées du programme national de garantie de l'emploi rural. Le combat est difficile et inégal et, une fois de plus, les forces de changement qu'ils représentent se heurtent aux pouvoirs en place dont la défense des intérêts passe parfois par la violence, particulièrement dans les zones tribales où l'application de la loi est, de manière générale, loin d'être la règle.

En avril 2006, le Premier Ministre actuel, Manmohan Singh, a affirmé que la menace naxaliste était le plus grand défi posé à la sécurité intérieure que l'Inde ait eu à relever. L'homme à l'origine de la libéralisation économique de l'Inde alors qu'il était Ministre des Finances en 1991, n'envisageait cependant certainement pas de remettre en question les choix politiques de son Gouvernement.

Pourtant, la résurgence des mouvements extrémistes, de droite, avec le parti nationaliste hindou (grand vainqueur des récentes élections législatives partielles dans plusieurs Etats), comme de gauche, avec les naxalites élargissant également leur base à de nouveaux Etats, doit sans doute être analysée comme la conséquence d'une stratégie de développement ultra-libérale, tout orientée vers les grands industriels, la finance et les classes moyennes.

L'ambivalence du Gouvernement, qui est par ailleurs l'initiateur de la NREGA, reflète certainement ses conflits internes, entre une tendance libérale incarnée par le Premier Ministre et une tendance plus sociale défendue par les communistes soutenant la coalition au pouvoir. Et c'est, comme souvent, le « *aam aadmi* » (l'individu moyen), dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader, qui fait les frais de cette politique, bien éloignée du slogan populaire « *garibi hatao* » (chassons la pauvreté) des années soixante-dix, dont les promesses, malgré des avancées certaines telles que l'éradication des famines, sont encore loin d'être une réalité pour les 260 millions d'Indiens vivant sous le seuil de pauvreté et au sein desquelles les populations tribales sont surreprésentées.

[1] Mihir Shah, « [The real radicalism of NREGA](#) », *The Hindu*, Thursday, May 22, 2008. Mihir Shah est le co-fondateur du *National Consortium of Civil Society Organisations* aidant les *Gram Panchayats* dans la planification, la mise en oeuvre et l'audit social de la NREGA.

[2] Prem Shankar Jha, « [The State As Landlord](#) », *Outlook Magazine*, 17 March 2008

[3] Rajni Soren, « [Displacement in Jharkhand](#) », *Refugee Watch Online*, July 24, 2006

[4] Cf. l'article « [Thousands speak out in Palamau, NREGA norms flouted](#), Drèze team report with Jharkhand govt », *The Telegraph*, Tuesday, May 27, 2008

[5] Cf. l'article « [Activists seek CBI inquiry into social worker's murder](#) », *The Hindu*, Tuesday, Jun 17, 2008

Protéger le Gange...au nom de quoi ?

7 juillet 2008

Le 14 avril dernier, l'éminent scientifique et environnementaliste indien G.D. Agrawal publiait une lettre dans laquelle il exprimait sa ferme intention d'entamer une grève de la faim, à compter du 13 juin 2008, afin de protéger la rivière Bhagirathi, autrement dit le Gange dans sa partie la plus haute située dans l'Etat himalayen d'Uttarakhand. Bien que profondément en faveur de la protection du Gange, je m'interroge ici sur la légitimité, dans le cadre d'une action publique, des raisons invoquées par G.D. Agrawal.

L'Uttarakhand, ses rivières et ses barrages

L'Etat d'Uttarakhand, déjà évoqué dans un [précédent article](#) est particulièrement connu pour abriter les sources de deux des plus grands fleuves sacrés de l'Inde, le Gange et la Yamuna. C'est pourquoi cette région, riche en lieux de pèlerinage aux sources de ces rivières et de leurs affluents ainsi que tout au long de leur cours, est dénommée *Devbhumi*, la terre des Dieux, dans les textes religieux.

Mais l'eau des rivières de montagne, sacrée ou pas, est aussi une source potentielle d'énergie *via* les barrages hydroélectriques. Les Gouvernements de l'Etat, quelque soit leur tendance, souhaitent ainsi faire de l'Uttarakhand un Etat-énergie qui puisse aussi bien servir leur projet de développement touristique de la région (tourisme religieux et tourisme « vert ») que répondre aux besoins énergétiques, monnayables, des Etats voisins.

Les barrages permettent aussi d'assurer un approvisionnement régulier en eau pour l'irrigation mais aussi pour les grands centres urbains, en particulier la capitale Delhi qui fait face à de très graves problèmes de pénurie d'eau. Elle dépend, entre autres, du gigantesque barrage hydroélectrique de Tehri, l'un des plus grand d'Asie (2.400 Mw), situé en Uttarakhand à environ 400 km de la capitale. Malgré les protestations de la part des environnementalistes mais aussi des scientifiques, soulignant le danger que représente une telle retenue d'eau dans une zone fortement sismique, la construction de ce barrage s'est

poursuivie, entraînant la submersion totale de la ville de Tehri ainsi que d'une trentaine de villages et le déplacement de plus de 12.000 familles.



Le barrage de Tehri sur la rivière Bhagirati (photo [Arvind Iyer](#))

A l'heure actuelle, outre de nombreux autres projets dans le reste de l'Etat, une série de cinq barrages hydro-électriques est prévue en amont de la ville d'Uttarkashi, située à 125 km en aval de Gangotri, source du Gange, sur les rives de la Bhagirathi. Ils impliqueraient de détourner l'eau du Gange pour la stocker en la faisant passer dans des tunnels sur une distance totale de 80 km et provoqueraient des coupures régulières dans le flux de la rivière. Ces projets suscitent le mécontentement des habitants de la région, des environnementalistes mais aussi des religieux hindous qui y voient une atteinte à la sacralité du Gange et s'inquiètent de la diminution, déjà régulièrement observée, du cours du fleuve sacré. C'est contre ces projets que G.D. Agrawal a choisi de se mobiliser.

Première victoire pour G.D. Agrawal

Le professeur G.D. Agrawal, aujourd'hui âgé de 76 ans, est un ingénieur spécialisé dans l'environnement. Très renommé en Inde, il a enseigné à l'*Indian Institute of Technology* de Kanpur et est membre du Bureau Central de Contrôle de la Pollution du Gouvernement indien. Il participe à de nombreux comités gouvernementaux visant à mettre en place une politique et des mécanismes d'amélioration de la qualité de l'environnement. Respecté pour son expertise scientifique, notamment dans le cadre d'évaluations d'impact environnemental de projets industriels, il l'est aussi pour son mode de vie frugal incarnant au quotidien le respect de la nature et les valeurs de simplicité qu'il prône.

Sa décision d'entamer une grève de la faim pour protester contre la destruction du Gange est un acte symbolique qui vient en appui de la lutte déjà menée par des organisations telles que le *National Committee for Protection of Natural Resources* (NCPNR, comité national pour la protection des ressources naturelles) regroupant 50 organisations non-gouvernementales et le *Bhagirathi-Ganga Bachao Abhiyan* (mouvement pour sauver la Bhagirathi-Ganga).

Mais il semble que sa démarche, bénéficiant de sa stature nationale, ait pesé davantage aux yeux des politiques que les nombreuses marches de protestation organisées par ces ONG et par les habitants visés par d'éventuelles mesures de déplacement. En effet, dès le 19 juin 2008, soit après seulement sept jours de jeûne, le Gouvernement de l'Etat d'Uttarakhand dirigé par le parti nationaliste hindou BJP (*Bharatiya Janata Party*, parti du peuple indien), a annoncé qu'il suspendait de manière indéfinie la réalisation de deux des cinq projets (Bhairon Ghati et Pala Maneri). Fort de ce succès, G.D. Agrawal souhaite désormais se rendre à Delhi pour faire pression sur le Gouvernement central qui est également partie prenante de ces projets.

Des enjeux sociaux et environnementaux négligés au profit du religieux

Je souhaite ici non pas m'attarder sur cette « victoire » et les enjeux politiques du revirement du Gouvernement de l'Uttarakhand, qui risque fort d'être provisoire comme cela avait été le cas pour le barrage de Tehri, mais plutôt souligner la difficulté morale et politique qu'il y a, me semble-t-il, à invoquer

prioritairement voire exclusivement les raisons religieuses du combat pour la préservation du Gange.

L'engagement de G.D. Agrawal est en effet explicitement double, scientifique et religieux [1], mais la cause religieuse est clairement privilégiée et chaque argument tire sa valeur du lien qu'il établit avec la culture hindoue, présentée, à tort, dans une vision figée, organique et essentialiste de la culture, comme la seule propre à l'Inde.

Ainsi, dans sa lettre annonçant sa grève de la faim il écrit : « Comme vous le savez, la rivière Bhagirathi Ganga (i.e. le Gange) occupe une place très particulière dans la culture, la pensée et la tradition indiennes. [...] j'ai décidé d'entamer une grève de la faim pour m'opposer à la destruction de cette merveille écologique et de la quintessence de la foi et de la culture hindoues. » Inscrivant sa propre dévotion pour la rivière sacrée *Ganga* dans sa foi hindoue, il relie directement son geste à la culture de l'ascétisme et du sacrifice, propres, selon lui, à l'hindouisme. Dans un discours d'exclusion, il précise que le Gange ne signifie rien pour les « musulmans, parsis, juifs et chrétiens » dont la culture ne serait pas liée à la terre ni à la géographie indiennes, reprenant en cela, de manière plus nuancée mais bien présente, l'équivalence que les nationalistes hindous veulent imposer entre indianité et hindouité.

Se présentant par ailleurs lui-même comme « avant tout, un fervent hindou » G.D. Agrawal stipule clairement que ses motivations relatives à « la foi, la culture et aux sentiments » sont les plus importantes, celles relatives à la science et à l'environnement étant tout à fait secondaires voire dénuées de sens. A l'inverse, il critique le positionnement des environmentalistes non religieux, dont le célèbre Sunderlal Bahaguna qui a mené, en vain, un long mouvement de lutte contre la construction du barrage de Tehri dans les années 90, incluant également des grèves de la faim. Usant d'un vocabulaire passablement agressif, il s'insurge contre la volonté de tels scientifiques et environmentalistes de désacraliser le Gange et considère que la raison principale de leur échec est le fondement « séculaire et socialiste » de leur action... La puissance des intérêts politico-économiques contre lesquels ils ont tenté de se battre n'est en rien évoquée.

La notion du sacré est universelle et dépasse le religieux institutionnalisé

A l'instar de G.D. Agrawal, les mouvements religieux hindous les plus fondamentalistes tels que la *Vishwa Hindu Parishad* ainsi que des Gurus et autres saints hommes hindous ont eu tôt fait de récupérer ce combat en le transformant en une « croisade pour la restauration du caractère sacré et de la gloire perdue du Gange » [2]. Dépités, de nombreux environmentalistes dénoncent le détournement de la cause écologique par les extrémistes hindous en vue, notamment, de s'assurer des gains politiques aux élections, en mobilisant le sentiment religieux dont on sait qu'il est particulièrement réactif en Inde. Le pouvoir politique indien n'est évidemment pas étranger à cette confiscation par le religieux de problématiques temporelles, puisqu'il réagit bien souvent plus volontiers favorablement aux campagnes faites au nom de la religion qu'à celles faites au nom des droits fondamentaux de l'homme et de la démocratie.

Je souhaite pour finir réaffirmer que la conservation de l'environnement en Inde, dans lequel s'inscrit et s'épanouit la diversité culturelle du pays, ne doit pas être laissée aux extrémistes religieux hindous qui y trouvent une nouvelle et fallacieuse source de légitimation auprès des Indiens hindous.

La vie, sous quelque forme qu'elle se présente ou qu'on la considère, est sacrée. Le combat pour la préservation du Gange est bien entendu fort en symboles et reconnaître que le Gange est un fleuve culturellement sacré est important. Pour autant, la sacralité du Gange n'appartient pas en exclusivité à l'hindouisme : non seulement d'autres religions le considèrent comme sacré mais il peut également revêtir ce caractère particulier aux yeux de quiconque est doté d'une certaine sensibilité. Le sacré n'est pas l'apanage de la religion. Et limiter son engagement à la protection d'une seule et unique rivière au seul nom de sa sacralité c'est oublier les millions d'Indiens et les dizaines de régions menacés par d'autres projets de barrage hydroélectriques dans tout le pays.

[1] cf. sa [lettre d'annonce de grève de la faim](#) et son [texte critique](#) sur les projets de barrage

[2] cf. l'article de C. K. Chandramohan, « [Work on power projects suspended](#) », *The Hindu*, Friday, June 20, 2008

Rencontre avec Valérie... à la veille du départ

3 mai 2008 par Nadia Khrouz

Valérie, 31 ans, part en Inde travailler avec le Centre for Education and Documentation de Mumbai (ex-Bombay), dans le cadre d'un partenariat avec le réseau Ritimo.

Valérie, quel est ton parcours ?

J'ai un long parcours universitaire qui a commencé avec Sciences Po, à Paris, où je me suis spécialisée dans les Relations Internationales et l'étude des pays en développement. Après mon diplôme, j'ai effectué un stage d'un an au siège de Médecins du Monde (MDM). J'y ai notamment organisé une conférence internationale sur le droit des populations dans la guerre. Par la suite j'ai fait le DESS Pratiques sociales du Développement à l'IEDES. J'ai effectué mon stage dans une ONG franco-vietnamienne pour laquelle j'ai réalisé une étude socio-économique de détermination des besoins dans la perspective de création d'un « village culturel » dans le centre du Vietnam. J'ai poursuivi avec un DEA de Recherches comparatives sur le Développement à l'EHESS, sur une analyse sociologique des projets d'ONG au Vietnam. L'étude de cas concernait un projet de MDM de soins de santé primaires en milieu montagnard, dont j'ai mené l'évaluation finale.

Parallèlement à cet intérêt pour les questions de développement, je me passionne pour l'Inde depuis longtemps. J'ai appris la langue hindi aux Langues'O et j'avais entrepris un doctorat de sociologie politique sur le régionalisme dans l'Himalaya indien qui m'a amenée à travailler sur les différentes problématiques du développement en Inde et à rencontrer de nombreux acteurs de la société civile. J'ai donc eu l'occasion de séjourner de nombreux mois dans ce pays où je continue à me rendre chaque année.

Quelle sera ta mission ? En quoi consistera ton travail ?

Je pars donc à Mumbai (nouveau nom de Bombay), en Inde, dans le cadre d'un partenariat franco-indien entre deux centres de documentation consacrés aux thématiques du développement et de la défense des droits économiques,

sociaux et culturels. Il s'agit, en France, de Ritimo (réseau d'information spécialisé sur la solidarité internationale et le développement) et, en Inde, du CED (*Centre for Education and Documentation*) qui a deux centres, l'un à Mumbai, l'autre à Bangalore. Ces deux structures ont une expérience assez longue puisqu'elles existent depuis plus de 25 ans, d'où l'intérêt d'échanger sur les pratiques de ces centres de ressources qui collectent, produisent et diffusent de l'information et de l'analyse.

Pour le moment nous avons dégagé trois grands axes à cette mission, mais l'insertion concrète au CED et en Inde amènera sans doute de nouvelles perspectives. Tout d'abord je participerai à l'activité quotidienne du CED, qui emploie actuellement une vingtaine de personnes. Je prendrai le temps de comprendre leur fonctionnement : comment se fait l'accueil du public et la réponse aux demandes émanant d'activistes, étudiants, chercheurs, journalistes, quels sont les liens avec leurs partenaires, etc. Il s'agira également d'identifier parmi toutes les ressources du CED celles qui pourraient être partagées avec Ritimo, qui gère deux sites Internet de bases de fiches d'expériences (dph) et de données documentaires (Rinoceros), afin de valoriser le point de vue et les pratiques des acteurs d'Asie du Sud. Enfin, il y aura toute une partie exploratoire de recherche de nouveaux partenaires pour Ritimo.

Tu vas donc également travailler à l'extérieur de ta structure d'accueil ?

Oui, je vais être amenée à rencontrer d'autres acteurs et partenaires potentiels de Ritimo qui seraient intéressés par faire connaître leurs projets à l'international, diffuser les documents et informations qu'ils produisent et échanger sur leurs propres pratiques et analyses. Je partirai donc très certainement en missions ponctuelles dans la capitale Delhi mais aussi à Bangalore, Pune, etc.

Qu'attends-tu de cette mission ?

Pour moi qui ai développé un profond intérêt à la fois pour l'Inde et pour les difficiles questions de l'action de la société civile en faveur du développement et de l'appui aux groupes les plus défavorisés, cette mission s'annonce passionnante. Elle me permettra d'être en contact permanent avec l'activisme social indien, qui est particulièrement dynamique, tout en faisant le lien avec

la France et l' « Occident ». Je suis donc persuadée que cette mission sera riche en rencontres et expériences humaines et intellectuelles. Et qui sait, de nouvelles opportunités se présenteront peut-être pour poursuivre dans cette voie et pourquoi pas dans cet échange encore peu fréquent entre la France et l'Inde... ?

Rencontre avec Valérie... à mi-parcours

3 octobre 2008, par Nadia Khrouz

Comment s'est passée ton arrivée dans l'association d'accueil?

Les premiers temps ont été assez difficiles tant du point de vue de l'acclimatation au rythme frénétique de la vie à Bombay, qui est une énorme mégapole surpeuplée, polluée et hyperactive, que de l'intégration dans les activités du *Centre for Education and Documentation*. L'accueil des dirigeants de l'association comme des salariés, une dizaine, a été très chaleureux mais la difficulté a résidé pour moi dans la place à trouver au sein du CED et de l'équilibre entre les demandes des deux partenaires, le CED et Ritimo.

Peux-tu décrire les activités réalisées au cours de ta mission?

Pendant cette première partie de mission, j'ai été basée essentiellement à Bombay où se trouve le CED. J'ai d'abord tenté de comprendre comment fonctionne et s'organise le centre de documentation en discutant avec mes collègues et en participant directement aux activités quotidiennes telles que la lecture de la presse avec sélection des articles et des extraits à intégrer à la base de données de leur site Internet.

J'ai également identifié quelques documents ou publications réalisés par le CED, que j'ai utilisés pour réaliser des fiches et dossiers dph. Cela permet à Ritimo d'enrichir sa base de données d'expériences indiennes et, au CED, de se faire un peu mieux connaître à l'étranger.

Enfin, j'ai écrit des articles, dont la plupart sont reproduits dans ce carnet de route, afin de partager mon expérience en Inde, de donner quelques éclairages sur des questions qui me semblent essentielles à la compréhension de la société indienne, de me faire l'écho des activités et initiatives des acteurs de la société civile. Ce rôle de lien entre nos deux sociétés me plaît particulièrement car il me permet de valoriser la connaissance que j'ai acquise et continue d'acquérir sur l'Inde en la transmettant à ceux et celles qui s'intéressent à cette partie du monde.

Quels apports personnels et professionnels peux-tu en tirer à mi-parcours?

Bien que j'aie eu l'occasion à de multiples reprises de séjourner en Inde, c'est la première fois que je travaille dans une association indienne avec des collègues indiens, que je suis immergée à 100% dans un milieu indien. Cette position privilégiée m'a permis de côtoyer de près les acteurs du changement social en Inde, d'approfondir ma connaissance de certaines questions telles que le changement climatique, qui est devenu une des préoccupations majeures de la société civile indienne, de me tenir au courant de l'actualité indienne mais aussi mondiale, tout en étant à l'écoute des réactions et réflexions de mes collègues et des visiteurs du centre. Cela me permet d'enrichir et d'affiner mon propre regard, de connaître également la vision ou les visions critiques des Indiens sur le "Nord" qui est loin d'être perçu comme un modèle à imiter.

D'un point de vue professionnel, il est sans doute trop tôt pour faire le point mais, compte tenu de mon souhait de vivre et travailler en Inde, souhait que cette mission ne fait que renforcer, cette expérience est sans nul doute un atout important par rapport à la connaissance des thématiques du développement en Inde et des acteurs sociaux qui oeuvrent sur le terrain.

Comment le partenariat entre associations est-il intervenu ?

Cela a été l'une des difficultés de la mission puisque le CED n'a pas clairement indiqué ce qu'il attendait de moi et de ce partenariat. Ou peut-être sa demande n'a pas été bien entendue en premier lieu. Autant les attentes de Ritimo sont assez claires, en termes de valorisation de l'information que je peux récolter en Inde sur les mouvements et organisations non gouvernementales, autant il m'a semblé que le CED n'avait pas d'attentes précises par rapport à moi.

En revanche, ils sont demandeurs d'une aide financière pour poursuivre leurs activités. Après plus de 30 ans d'existence le CED est en difficulté, ses bailleurs de fonds "traditionnels" (principalement la coopération gouvernementale norvégienne et la fondation indienne Tata) ayant cessé de les financer. Aujourd'hui les bailleurs financent non plus une activité générale de documentation sur le long terme mais des "projets" sur le court terme. Afin de

concilier leurs attentes respectives, Ritimo vient donc de proposer une convention, avec appui financier, dans laquelle le CED s'engage à réaliser deux dossiers sur les thématiques sur lesquelles il travaille actuellement plus particulièrement : le changement climatique et la petite agriculture.

Comment envisages-tu la seconde phase de volontariat?

J'envisage deux grands axes. D'une part la continuation de ma participation aux activités du CED, en particulier l'organisation d'événements et la rédaction de textes pour leurs dossiers électroniques. Parmi les thèmes sur lesquels je pense encore beaucoup travailler figure le changement climatique, ses conséquences en Inde et les possibilités d'adaptation en fonction des milieux, des régions et des populations affectées.

D'autre part, la recherche de nouveaux partenaires pour Ritimo, son site Internet et sa base de données dph d'échanges d'expériences et d'analyses sur les questions du développement dans le monde (<http://www.d-p-h.info>). J'ai déjà commencé à rencontrer des organisations dans la ville de Bangalore, où le CED a également un centre, et vais poursuivre mes rencontres dans d'autres villes telles que Delhi, Pune, Chennai afin de proposer le même type de partenariat qu'avec le CED, pour la constitution de dossiers sur leurs activités ou sur une thématique à définir en commun.

